

Les liens de l'Algérie ottomane avec les lieux saints de l'Islam à travers le rôle de la fondation du waqf des *Haramayn* *

Nacereddine SAÏDOUNI(**)

Cette étude aborde le rôle de la fondation pieuse algéroise des Haramayn dans les relations entre l'Algérie ottomane et les lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine) en mettant l'accent sur les relations qu'entretenait la société algéroise et algérienne en général avec les lieux saints sur le plan spirituel, culturel, social et économique.

Introduction

La problématique de cette étude est basée sur une approche de l'activité de la fondation du *waqf* des *Haramayn* dans la ville d'Alger, d'après les informations contenues dans les fonds d'archives, notamment les documents relatifs aux biens *waqf* des *Haramayn*. Dans cette optique, l'accent est mis sur l'influence importante de cette fondation sur la vie de la société locale. Une telle approche permettra de mieux entrevoir la place de cette fondation dans la vie intérieure de l'Algérie ottomane et son rôle primordial dans les relations extérieures qu'entretenait l'Algérie avec les lieux saints du *Hidjaz*.

Dans les conditions actuelles de la recherche dans le domaine du *waqf*, notre étude n'a pas la prétention de fournir un constat exhaustif ou de dépasser des contributions historiques approfondies sur l'institution du *waqf* en Algérie. Elle s'attache, en effet, à présenter la question des rapports de l'Algérie précoloniale avec l'Orient musulman, à travers l'exemple du

* il s'agit d'une communication présentée par l'auteur au Workshop VI «Networking Across the Contemporary Mediterranean Trust Proprieties, Revenues and Social Political Alliances Between North Africa, the Middle East and Europe» Coordonné par Randi Deghilhem et Abdelhamid Henia dans le cadre de la Second Mediterranean Social and Political Research Meeting, Organisé par l'European Institute- Robert Schuman Center for Advanced Studies, à Florence, les 21-25 mars 2001.

** Université du Koweït, département d'histoire.

Hidjaz, en replaçant ces rapports dans leur contexte d'appartenance de la société algérienne à la *umma* islamique, au sens propre de ce terme.

Dans l'approche de la question du *waqf* des *Haramayn*, par le biais des documents d'archives, nous nous sommes basés essentiellement sur l'exploitation des documents de *mahkamas* (Tribunaux) dont les renseignements sont utiles mais restent toutefois limités, faute d'une mobilisation méthodique dans le cadre d'un travail d'équipe de chercheurs. Pour cela, nous avons été amenés à utiliser, afin de compléter les renseignements des documents de *mahkamas*, les données contenues dans des rapports, notes et observations établis par des fonctionnaires français pendant la première moitié du XIX^e siècle. Nous avons eus également recours à des études académiques récentes accomplies par des chercheurs dans le domaine du *waqf* en Algérie et qui sont indiquées dans les références.

Les liens sociaux, économiques, culturels et spirituels d'Alger avec les lieux saints de l'Islam peuvent être abordés, en considérant les sources disponibles, à travers trois points essentiels. Le premier concerne la situation des biens *waqf* à Alger et la place particulière qu'y occupait ceux rattachés à la fondation des lieux saints de l'Islam (*Haramayn*). Le second point est relatif à l'organisation administrative de la fondation des *Haramayn*, en l'occurrence son personnel, ses activités, ses revenus et ses chapitres de dépenses ; il sera suivi d'un aperçu sur le processus de liquidation juridique et administrative de la fondation des *Haramayn* par les autorités d'occupation française, après 1830. Le troisième point concerne les relations de la fondation des *Haramayn* d'Alger avec les lieux saints de l'Islam (la Mecque et Médine), à travers notamment les rituels du pèlerinage et du présent destiné aux lieux saints désigné sous le nom de *sorra*. La fin de l'étude se présente sous la forme de conclusions concernant la spécificité du rôle de la fondation des *Haramayn*.

les biens *waqf* Alger et ses environs et la place de ceux de la fondation des *haramayn*

Le *waqf* constituait le phénomène le plus important dans la vie intérieure de l'Algérie à l'époque ottomane. Il représentait le facteur le plus sensible dans la vie quotidienne algérienne au plan spirituel, culturel, social, économique et administratif.

Sans revenir sur les détails concernant la nature, les conditions et les objectifs de la constitution des biens *waqf* en Islam, il est utile de rappeler que le *waqf* en Algérie ottomane était une institution spécifique musulmane

traduisant l'intention pieuse manifeste des algériens en faveur des actions religieuses et de charité. Le *waqf* était devenu à l'époque ottomane, après une longue évolution amorcée déjà aux époques almohade, mérinide et zianide, une institution religieuse solidement structurée et administrée, protégée par les autorités ottomanes et respectée par l'ensemble de la population.

La légitimité incontestable des fondations du *waqf* était fondée sur les règles définies par la jurisprudence musulmane dans le cadre de *waqfiyat* (sing.: *waqfiya*) qui n'étaient en fait que des actes juridiques indiquant la constitution perpétuelle et inaliénable d'un fonds dont les revenus étaient affectés à l'œuvre destinataire, soit en totalité et immédiatement, dans le cas des biens faisant partie du *waqf* public, *khaiiri* ou *âam*, recommandé par le rite *malékite*, soit de manière différée dans le cas du *waqf* dont les revenus ne revenaient à l'œuvre destinataire qu'à l'extinction de la lignée des bénéficiaires désignés par le fondateur du *waqf* (le *waqif*) dans l'acte du *waqf* (*waqfiya*), jusqu'à cette échéance, ce type de *waqf* peut être considéré comme un *waqf* de famille (*ahli*, *dhouiri* ou *khas*) tel que autorisé par le rite *hanéfite*. Selon les deux formules (directe : *khaiiri* ou différée : *ahli*), le *waqf* est un acte par lequel le musulman, en vue d'être agréable à Dieu, accomplit une œuvre à caractère religieux et humanitaire.

L'expansion des biens *waqf* à Alger et ses environs, particulièrement depuis la fin du XVIII^e siècle, constituait une réponse adéquate aux besoins socio-culturels de la société citadine algéroise. Le *waqf* était un outil mettant la famille à l'abri du besoin en lui évitant d'être victime des procédures de confiscation de biens auxquelles les autorités avaient souvent recours pour punir leurs adversaires ou les fonctionnaires tombés en disgrâce⁽¹⁾.

(1) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées et les autres édifices religieux d'Alger, accompagnée de documents authentiques et inédits (Extrait de la Revue africaine 1 860-1862), Alger, A. Jourdan, 1912, p. 11.

- Saïdouni N., 'Les biens waqfs aux environs d'Alger à la fin de l'époque ottomane', in Le waqf dans le monde musulman contemporain (Actes de la table ronde d'Istanbul, 13-14 novembre 1992), Istanbul, Institut français des études anatoliennes, 1994, p. 100.

- Saïdouni N., 'El-Waqf oua Makanatouh fi el-Hayat el-Iqtissadia oua el-Ijtimayia oua eth-Thaqafia fi el-Djazaïr auakhir el-Ahd el-Othmani' (Le waqf dans la vie économique, sociale et culturelle de l'Algérie à la fin de l'époque ottomane), in Etudes et recherches dans l'histoire de l'Algérie, Alger, E.N.A.L., 1984, pp. 163-164.

- سعيدوني ناصر الدين، الوقف و مكانته في الحياة الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية في الجزائر أواخر العهد العثماني و أوائل الاحتلال الفرنسي، دراسات و أبحاث في تاريخ الجزائر، الجزائر، المؤسسة الوطنية للكتاب، ١٩٨٤، ص ١٦٣-١٦٤.

Le *waqf* devint ainsi, à la fin de l'époque ottomane, le mode dominant de propriété. En effet, une grande partie des biens de ville d'Alger étaient sous le régime du *waqf*, au point que le consul français Vallière n'a pas hésité pas à considérer, à propos des biens *waqf* des *Haramayn*, en 1781, que 'Ces donations sont fort en usage à Alger... On a déjà vu que les maisons de la ville et les jardins des environs appartiennent presque tous à la Mecque'⁽²⁾. Le Docteur Worms et le juriste Zeys ont également remarqué cette situation. Le premier a écrit, en 1846, que 'l'administration (française) est convaincue que les *habous* (biens *waqf*) ont envahi à peu près la totalité de la propriété immobilière dans l'intérieur (de la ville) d'Alger et assez loin autour de la ville'⁽³⁾. Le second a noté que 'quand la France s'est emparé de la Régence (d'Alger), elle a trouvé les cinq dixième du sol immobilisé, soustrait à toute transaction'⁽⁴⁾.

Ces estimations, probablement exagérées, sont atténuées par les résultats du recensement opéré au mois d'octobre 1830, ordonné par le Général Clauzel gouverneur de l'Algérie, et qui a évalué les propriétés dans la ville d'Alger à huit mille (8000) immeubles dont cinq mille (5000) appartenant à l'état (propriétés du *Beylik*), deux mille (2000) aux fondations pieuses (*waqf*) et mille (1000) à des particuliers⁽⁵⁾. Cette évaluation, qui n'enlève rien à l'importance des biens *waqf*, se rapproche de celle effectuée par la Commission d'Afrique ou celle contenue dans le rapport de l'intendant Blondel adressé à cette même Commission. La première fixe le nombre des biens *waqf* à 2601 à Alger contre seulement 149 biens à Oran et 91 biens à Bône (Annaba)⁽⁶⁾. Le second répartit les

(2) Vallière Ch., L'Algérie en 1781 (Mémoire), Toulon, Pub. par le père L. Chaillou, s.d., p. 31.

(3) Worms, Dr M., 'Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays musulmans et subsidiairement en Algérie' (De la propriété rurale et urbaine en Algérie, in Revue de législation et de jurisprudence, mai 1884, p. 30.

(4) Zeys E., Traité élémentaire de droit musulman algérien (école malikite), T. II, Alger, A. Jourdan, 1885, p. 181.

(5) - Aumerat J.F., 'La propriété urbaine et le bureau de bienfaisance musulman', in Revue africaine, T. 41, 1897, p. 325.

- Pouyanne J.P., La propriété foncière en Algérie, Alger, A. Jourdan, 1900, p. 333.

(6) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, Paris, imprimerie Royale, 1834, T. I, pp. 413-416.

biens *waqf* entre les grandes villes de l'Algérie ottomane comme suit: Alger: 1798; Constantine: 1692; Oran: 132; Annaba: 75⁽⁷⁾.

Au cours des premières années de l'occupation française, les biens *waqf* de la ville d'Alger et ses environs étaient répartis entre 107 institutions et fondations religieuses et étaient au nombre de 2756 biens dont 1717 biens *waqf* de bienfaisance (*khairi*) et 1039 biens *waqf* de famille (*ahli*). L'ensemble de ses biens produisait un revenu annuel évalué à 203041 Fr. 65 et nécessitait des dépenses estimées à 171522 Fr. 05; le bénéfice net de ces biens s'élevait à 32162 Fr. 81⁽⁸⁾.

Par rapport à l'ensemble des fondations pieuses, la fondation des *Haramayn* était considérée comme le plus ancien institution pieuse de la ville d'Alger dont la naissance 'remonterait presque au commencement de l'islamisme au Maghreb'⁽⁹⁾. Toutefois, il est certain que la véritable organisation de cette institution a correspondu à l'arrivée des ottomans en Algérie (X^e siècle de l'hégire / XVI^e siècle)⁽¹⁰⁾. La place prépondérante qui était occupée par la fondation des *Haramayn* s'explique en premier lieu par le sentiment de religiosité et le respect dû au lieu de naissance de la *umma* islamique et aux pôles spirituels de l'Islam.

Concernant le nombre des biens *waqf* des *Haramayn* et le montant de leurs revenus, nous pouvons dire que cette fondation possédait plus de la moitié⁽¹¹⁾, sinon les trois-quarts, de tous les biens *waqf* situés à Alger et ses

(7) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1632, 'Rapport Blondel', 22 octobre 1835.

(8) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration des corporations religieuses', Alger, 1837.

(9) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, Paris, imprimerie Nationale, T. I, années 1830-1837, p. 224.

(10) - Saadallah A., Tarikh el-Djazaïr eth-Thaqafi (Histoire culturelle de l'Algérie), T. 1, Beyrouth, Dar al-Gharb Al-Islami, 1998, p. 238.

- سعد الله، أبو القاسم، تاريخ الجزائر الثقافي، الجزء ١، بيروت، دار الغرب الإسلامي، ١٩٩٨، ص. ٢٣٨.

(11) El-Liwa, Journal égyptien, n°2153 du 7 octobre 1906. Il estime la part des biens *waqf* en Algérie à 66%, d'après les renseignements d'un algérien à l'époque. Voir: Kharfi S., El-Djazaïr wa el-Açala eth-Thawria (L'Algérie et l'authenticité révolutionnaire), Alger, S.N.E.D., 1977, p. 171.

- خرفي، ص.، الجزائر و الأصول الثورية، الجزائر، الشركة الوطنية للنشر و التوزيع، ١٩٧٧، ص. ١٧١.

Fondation de :	Waqf khāiri (exploitation directe)		Waqf associé (<i>Haramayn</i> + Grande mosquée ou Soboul el- Kairat ou Andalous		Waqf ahli (exploitation indirecte par le <i>āna</i>)		Biens ruinés ou détournés à d'autres fins	Nombre de biens <i>waqf</i>	Revenus annuels
	Nombre	Revenus	Nombre	Revenus	Nombre	Revenus			
<i>Haramayn</i>	1100	52351Fr.80	90	329Fr.33	141	58Fr.15		1387	52739Fr.28
Grande mosquée et Muezzins	137	7294Fr.26			78	2294Fr.32	13	228	9588Fr.58
Soboul el-Kairat	136 ½	10817Fr.28		4Fr.	58	994Fr.15	9	234 ½	11861Fr.59
Sidi Abderrah- man	31 ½	2157Fr.60			10 ½	335Fr.66		42	2493Fr.26
Andalous	75 ½	1230Fr.98	90	333Fr.33	15	410Fr.44	31 et 5/6è	121 et 5/6è	1641Fr.42

environs⁽¹²⁾. A cet égard, la Commission d'Afrique a mentionné que la fondation des *Haramayn* possédait 2601 biens *waqf*, soit plus de la moitié des biens *waqf* enregistrés en 1833. Le tableau suivant⁽¹³⁾, établi selon des indications de 1837, montre l'importance de la fondation des *Haramayn* par rapport aux autres fondations.

D'après ce tableau, nous pouvons émettre les remarques suivantes:

- La prépondérance des biens *waqf* des *Haramayn* par rapport aux autres biens *waqf*, aussi bien par leur nombre et leur niveau de revenus.
- Les sommes limitées des revenus des biens *waqf* des *Haramayn* en exploitation indirecte (*âna*) s'explique par des dépassements des exploitants.
- Le nombre important des biens *waqf* associés entre la fondation des *Haramayn* et les autres fondations, notamment celles de la Grande mosquée et de Soboul el-Khaïrat.
- Les chiffres confirment l'importance du *waqf* et sa place dans l'économie d'Alger au cours des premières années de l'occupation française

En réalité, et d'après les différentes estimations effectuées à la fin de l'époque ottomane et au début de l'occupation française (1792-1842), le nombre des biens *waqf* rattachés à la fondation des *Haramayn* était compris entre 1400 et 1601. D'après les renseignements de l'archiviste du service des domaines A. Devoulx, le nombre était de 1558⁽¹⁴⁾. Le rapport de l'intendant Blondel (22 août 1831) cite le chiffre de 1400⁽¹⁵⁾. Les

(12) - Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 13.

- Busson de Janssens G., Contribution à l'étude des habous publics algériens, Thèse dactylographiée, Alger, 1950, p. 27.

- Zeys E., op. cit., p. 181.

(13) Genty de Bussy P., De l'établissement des Français dans la Régence d'Alger et des moyens d'en assurer la prospérité, 2ème édition, T. II, Paris, F. Didot, 1839, Tableaux 63-67.

(14) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 15.

(15) - Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, 8 H. 9, 'Rapport de Girardin', 22 août 1831.

- Demontès V., Les préventions du général Berthezène contre la colonisation, Paris, s.d., p. 165.

enquêtes de la Commission d'Afrique ont abouti au chiffre de 2101, en janvier 1834⁽¹⁶⁾. Les recherches du contrôleur des finances Bernardet, conclues par un rapport daté du 1er septembre 1837, fixent le nombre de biens *waqf* des *Haramayn* à 1414⁽¹⁷⁾. Le Tableau des établissements français en Algérie répertorie 1419 biens⁽¹⁸⁾, ce qui n'est pas loin de l'évaluation de Genty de Bussy qui fixe le nombre des biens *waqf* des *Haramayn* à 1386⁽¹⁹⁾.

Ces différentes estimations sont à prendre avec précaution car elles ont été établies à l'occasion des procédures administratives appliquées par les autorités françaises au début de l'occupation contre la fondation des *Haramayn*. Elles rendent toutefois compte de l'importance et de la place qu'occupaient les biens *waqf* des *Haramayn*.

En l'absence d'un recensement précis et fiable, nous dressons dans ce qui suit, dans un souci de comparaison, deux tableaux qui répertorient divers biens *waqf* des *Haramayn* avec leurs revenus. L'un est un tableau établi par A. Devoulx d'après un registre de *waqf* qui était encore tenu à la veille de l'occupation française (1830)⁽²⁰⁾, l'autre correspond aux renseignements recueillis par Genty de Bussy auprès d'un *wakil* des *Haramayn*, en 1833⁽²¹⁾. L'importance de ces deux tableaux tient aux renseignements qu'ils contiennent et qui sont, à notre avis, les plus détaillés et les plus précis connus à ce jour.

(16) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., T. I, pp. 413-414.

(17) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, 'Rapport de Bernardet', 1er septembre 1837.

(18) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

(19) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, Tableau n°63.

(20) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 5.

(21) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, Tableau n°63.

	Nature des biens	Tableau de A. Devoulx (1830)		Tableau de Genty de Bussy (1833)	
		Nombre de biens	Revenus en Fr.	Nombre de biens	Revenus en Fr. (entre par- entheses ceux des biens en association ou affermés)
Biens <i>waqf</i> exploités directement	Maisons	840	26653Fr.80	901 (dont 18 ruinés et 77 en association)	51742Fr.48 (305Fr.36)
	Pièces d'habitation	82	846Fr.65	11 (dont 2 affermés)	31Fr.26
	Boutiques	258	4278Fr.60	155 (dont 7 en assoc.)	353Fr.09 (10Fr.81)
	Magasins	33	449Fr.70	82 (dont 4 en assoc. et 3 affermés)	184Fr.52 (4Fr.02)
	Cafés	4	161Fr.70	4 (dont 1 en assoc.)	10Fr.28 (1Fr.10)
	Fondouks	1	135Fr.70		
	Fours	11	102Fr.60	9 (dont 1 en assoc.)	6Fr.76 (1Fr.00)
	Etuves	3	200Fr.45		
	Moulins	6	97Fr.50	3	4Fr.51
	Bain			1	18Fr.50
	Maisons de campagne et jardins	57	1257Fr.45	51	Pas d'indication
Biens <i>waqf</i> exploités indirectement (<i>âna</i>)	Fermes et terres	62	1830Fr.45	61	Pas d'indication
	Ana (rentes) de différents biens <i>waqf</i>	201	7209Fr.25	196 (dont 55 affermés au service de l'Elat)	Pas d'indication
Totaux		1558	43222Fr.70	1386	52739Fr.28

Le tableau ci-dessus appelle quelques remarques :

La nature la part prépondérante des immeubles d'habitation et des commerces et l'existence de nombreux biens *waqf* à l'extérieur de la ville.

L'importance en nombre et en niveau de revenus des biens *waqf* exploités indirectement, par le biais du *âna*, répond à des besoins socioéconomiques.

La différence entre l'estimation de 1830 et le recensement de 1833 donne une idée de l'état d'anarchie dû à l'occupation française.

Afin de mieux rendre compte des capacités financières de la fondation des *Haramayn*, nous présentons un tableau basé sur les documents de *mahkamas* consultés⁽²²⁾ et qui répertorie un échantillon de cinq biens *waqf* (exploitations agricoles) aux environs d'Alger, avec indication de l'exploitant, de l'année de référence et du *âna* (rente de location). Cet échantillon, qui sera complété et analysé ultérieurement, est tiré de données plus importantes (concernant 39 biens) et pour lesquelles nous menons une recherche spécifique, dans le cadre d'un projet de recherche de coopération algéro-française:

(22) - Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 17, Registre 156(80); Boîte 20, Registre 192(107), 197(112); Boîte 21, Registre 206(121), 202(117), 209(124); Boîte 22, Registre 225(138), 231(144); Boîte 23, Registre 235(148), 241(152), 243(153), 239(151), 247(157), 248(158); Boîte 26, Registre 279(188); Boîte 28, 300(205), 301(206), 302(207), 304(209), 305(210), 307(212), 308(213).
- Archives nationales algériennes, Série de mahkamas, Boîte 25/60, doc. 22; Boîte 37/1, doc. 7-17, 18-26, 15-18; Boîte 41/1, doc. 79-1; Boîte 47/1, doc. 33-3, 61-8, 51-4, 34-2; Boîte 54, doc. 92-18, 44-45, 85-39, 86-60, 59-57, 54-64, 100-38, 96-49, 101.

Années (Hégire)	Jardin Hadj Ali es-Seman à El-Ouchailia (Bab el-Djadid)		Jardin Alilech à El-Akoutas (Bab Azzoun)		Jardin Fahria, Menzel el-Mahala, Aïn er-Robot (Bab Azzoun)		Jardin Djellali à Taggart, Talaoumly (Bab Azzoun)		Jardin (b'hira) El-Minia (Bab el-Oued)	
	Exploitant	âna (en ryal boujou)	Exploitant	âna (en ryal boujou)	Exploitant	âna (en ryal boujou)	Exploitant	âna (rial boujou)	Exploitant	âna (en ryal boujou)
1092									Ali Bouras	100
1104	Ahmed Azma Pacha	38			Aïssa el-Bahar	75			Hadj Mohamed el-Arouchi	100
1106							Gendre du Pacha	200	Hadj Mohamed el-Arouchi	100
1109				46	Mohamed el-Fattan	100	Aïssa el-Khaddam	160	Hadj Mohamed el-Arouchi	100
1116	Hassan Pacha et-Tabji	15	Othman Amin el-Baharin	38	Ibrahim Khodja	38	Gendre du Pacha	110	Mohamed Ben Ali et son associé Ahmed Ben Mesaoud	100
1121			Othman Amin el-Baharin	38			Hadj Hassan Daftardar	200	Hadj Ali Ben Rouich	100
1123			Othman Amin el-Baharin	38	Ahmed Ould el-Hadj Hamouda el-Oukil	100	Hadj Hamoud el-Oukil	200	Hadj Ali Ben Rouich	100
1124			Othman Amin el-Baharin	38	Ahmed Ould el-Hadj Hamouda el-Oukil	100	Hadj Hamoud el-Oukil	200	Mohamed el-Fettan	100

1126	Mohamed Ben Abder-rahman	26	Othman Amin el-Baharin	38	Omar el-Fakkah	160	Aïssa el-Khaddam	160	Allal Ben Youcef	100
1132			Mustapha el-Kandakji Ben Ali Khodja	30			Abdi Agha des S'baïhia	150		
1133	Ali Ben el-Hadj Mustapha Sbaïhi	16	Mustapha el-Kandakji Ben Ali Khodja		Ali Ben Zian el-Fakkah	100	Abdi Agha des S'baïhia	160	Salah el-Bahar	
1134	Ali Ben el-Hadj Mustapha Sbaïhi	15	Mustapha el-Kandakji Ben Ali Khodja		Ali Ben Zian el-Fakkah	100	Abdi Agha des S'baïhia	160		
1141					Aïssa el-Bahar	160	Abdi Agha	160		
1142					Aïssa el-Bahar	165				
1143				38	Ali Ben Zian el-Fakkah	55	Abdi Agha des S'baïhia	110	Mohamed Khodja Amin el-Baharin	100
1144	Ali Ben el-Hadj Mustapha	16	Othman el-Bahar	38	Ali Ben Zian el-Fakkah	66	Abdelkader Pacha	160	Yoycef el-Bahar	100
1145	Ali Ben el-Hadj Mustapha			38	Ali Ben Zian el-Fakkah	66			Mohamed el-Fettan	100
1150	Hassan Pacha et-Tabji	20			Ali Ben Zian el-Fakkah	38	Hadj Hassan Daftardar gen-dre du Pacha	110		

1151	Mustapha Bach-Tabji	15	Othman el-Bahar	38	Ali Ben Zian el-Fakkah	38	Hadj Hassan Daftardardre du Pacha	110	Mohamed Ben Ali	100
1155	Mustapha Bach-Tabji		Mohamed Ben Omar	38	Ali Ben Zian el-Fakkah	38			Mohamed Ben Ali	100
1158	Mustapha Bach-Tabji	15	Mohamed Ben Omar	38	A h m e d Khodja	38				100
1159	Mustapha Bach-Tabji	15	Mohamed Ben Omar	38	A h m e d Khodja	38				
1163	Ahmed Ben Ahmed Agha	15	Mustapha el-Kandakji	38	Mustapha el-Makfouldji	38	Hadj Hassan Khodja	110	Ahmed Ben Khelifa el-Amin	80
1166-67	Ahmed Ben A h m e d Agha	15	Mustapha el-Kandakji	38					Ahmed Ben Khelifa el-Amin	80
1168		15	Mustapha el-Kandakji							
1175	Mohamed Ben Mustapha es-S'baouli	15			Si Mustapha Ould Ahmed el-Makfouldji	110	Hadj Hassan Daftardard Agha des S'baïhia	110		
1176	Mohamed Ben Mustapha es-S'baouli	15	El-Hadji Mohamed Ben Omar	38	Si Mustapha Ould Ahmed el-Makfouldji	110	Hadj Hassan Daftardard Agha des S'baïhia	110	Mohamed Ben Ahmed el-Kouach	100
1177	Mohamed Ben Mustapha es-S'baouli	15	El-Hadji Mohamed Ben Omar	38	Si Mustapha Ould Ahmed el-Makfouldji	110	Hadj Hassan Daftardard Agha des S'baïhia	110	Mohamed Ben Ahmed el-Kouach	100

1185/88	Ali Mo- hamed et Mohamed Ben Abder- rahman Oudjaq 156	15	Sidi Mo- hamed Ben Saïd	38	Si Musta- pha Ben Ahmed el- Makfouldji	38	Sidi Mo- hamed Pa- cha	110	Ben Henia Amin el- Baharin	100
1192	Mohamed Ben Abderrahman Oudjaq 156 et son frere Oud- jaq 156	15				38	Sidi Mo- hamed Pa- cha	110	Ahmed Ben Khelifa el- Amin	80
1195						38	Sidi Mo- hamed Pa- cha	110	Ahmed Ben Khelifa el- Amin	80
1197			Ahmed el- Bahar	46						
1199	Hassan Mo- hamed Oudjaq 106 et son frere	15	Sidi Mo- hamed Ben el-Hadj	38					Ahmed Ben Khelifa el- Amin	80
1204		15								
1243	Hassan Ben Mustapha Bach-Tabji	15			Ali Ben Nemri el- Fakkah	30	Hadj Has- san	110	Ahmed Ben Khelifa el- Amin	80
1248		15	Othm an el-Bahar		38				Ahmed Ben Khelifa el- Amin	80
1250			Othman el- Bahar	38						

Ce tableau retrace l'évolution de l'exploitation de biens *waqf* des *Haramayn* aux environs d'Alger

- Les cinq propriétés agricoles présentées sont des exemples. Ce travail, élargi à d'autres cas, pourra nous aider à affiner notre connaissance du mode d'exploitation des biens *waqf* aux environs d'Alger.
- Les lacunes de dates, les noms des exploitants et le montant du *âna* peuvent être surmontées en effectuant des comparaisons avec les documents de *mahkamas*.
- L'observation de l'évolution des sommes de *âna* en rial boujou indique une stagnation des revenus des biens *waqf*.
- L'étude des noms des personnes exploitants les biens *waqf* éclaire une réalité sociale marquée par la place privilégiée des familles de notables turques, andalouses ou hadri et liée à la nature de l'administration et aux procédures de gestion des biens *waqf*.

Toujours afin de mesurer le poids financier de la fondation des *Haramayn*, il convient de revenir aux registres de *Beylik* du début du XIII^e siècle de l'hégire (fin du XVIII^e siècle) (1204-1210 / 1789-1797). A cet effet, nous avons pu dresser un tableau indiquant les revenus mensuels de l'ensemble des biens *waqf* rattachés aux *Haramayn*⁽²³⁾ (la monnaie de référence est le rial boujou dont la valeur était de 1 Fr.80 en 1830):

(23) Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 3, Registre 43(5), Revenus des *Haramayn*, pp. 99-114.

Mois de l'hégire	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210
Moharrem	20904 ¼	12920	22861 1	24773	6450	138297	137610
Safar	26946 ¼	14997 1/3	16512	1350	49727	13250	261230
Rabî I	30412	35325 1/5	97039	99817	139380	2700	2914
Rabî II	20085	30859	16910	150007	6477	18800	1867
Djoudada I	22968 ¼	22522 ¼	14550	1361	123731	16345	56519
Djoudada II	42313	223410 ½	450	4000	19765	15470	38160
Radjeb	15392 ¼	43990	45943	56774	31614	13650	5710
Chaâbane	74938	14823 1/3	59251	33160	61050	63089	10750
Ramadhan	44724	23618 ¼	2987	97067	3650	36867	12100
Choual	20000	24800 ¼	131817 (pour les deux mois)	444835 (pour les deux mois)	1350	482750	11330
Dhoul-kîda	53616 ¼	44651			33625	121746	39469
Dhoul-hidja	25566	28590 ¼	10250	19358	1894	124850	38934
Totaux	397865 ¼	520507 ½	142067 1	464193	479921	1049023	617803

Ce tableau donne une idée de la variation du montant des revenus de *âna* due aux irrégularités et aux retards dans le paiement de la location.

Organisation administrative de la fondation des haramayn:

L'importance des biens *waqf* des *Haramayn* et la place que cette-fondation occupait dans la société locale apparaissent aussi à travers son organisation, ses tâches et missions culturelles, sociales et spirituelles.

Les règlements administratifs de la fondation des *Haramayn*, à l'instar de ceux des autres fondations, ont connu une évolution qui a abouti à la constitution d'un véritable appareil administratif, bien structuré et disposant d'un organe de contrôle, d'un personnel compétent et de locaux d'accueil (Bureaux).

A propos du personnel, la fondation des *Haramayn* regroupait plusieurs fonctionnaires aux tâches et missions diversifiées et obéissant à une organisation hiérarchisée que nous présentons dans ce qui suit:

Le cheikh en-nadher

Il était considéré comme l'administrateur principal de la fondation des Hramayn dans la Régence d'Alger. Dans les documents, il avait souvent le titre de *moutaouali* ou *wakil el-Haramayn*, et était souvent choisi, par le *Diwan*, parmi les dignitaires turcs pour sa conduite et fidélité ; nommé par le Pacha (*Dey*), il assumait ses fonctions avec le consentement du *Diwan*. La charge *cheikh en-nadher* était, exceptionnellement, héréditaire⁽²⁴⁾. La noble charge de responsable du fonds des *Haramayn* permettait à son détenteur de conserver aussi des dépôts d'argent et de bijoux confiés par des particuliers⁽²⁵⁾. Le *cheikh en-nadher* était révocable, mais non soumis à

(24) - Devoulx A., Les édifices religieux de l'ancien Alger (Extrait de la Revue africaine, 1862, 1863, 1870), Alger, Bastide, 1870, p.

- Saïdouni N., Mouadhfu Mouassassat el-Awqaf bi el-Djazaïr... (Les fonctionnaires de l'institution du waqf à Alger à la fin de l'époque ottomane, d'après les documents des archives algériennes), in Revue d'histoire maghrébine, Tunisie, n°57-58 / 1990, pp. 178-180.

سعيدوني، ناصر الدين، موظفو مؤسسة الأوقاف بالجزائر أواخر العهد العثماني من خلال وثائق الأرشيف الجزائري، بحث قدم في المؤتمر العالمي الثالث للدراسات العثمانية : حول الحياة الفكرية في الولايات العربية في العهد العثماني، الحمامات، تونس ١٥-٢٠ مارس ١٩٨٨، نشر بالمجلة التاريخية المغربية، تونس، عدد ٥٧-٥٨/١٩٩٠، ص ص. ١٧٨-١٨٠.

- Saadallah A., op. cit., T. 1, p. 229.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 31.

(25) - Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

des contrôles et seule la rumeur publique et l'avis des *oulémas* pouvaient mettre fin à sa mission.

En sa qualité de responsable principal de la fondation des *Haramayn*, le *cheikh en-nadher* avait une autorité sur les autres *nadhers* des *Haramayn* en poste dans les villes secondaires comme Blida, Coléa, Cherchel, Médéa et Miliana, Béjaïa, Constantine, Annaba, Oran, Tlemcen, Mascara, Mazouna et Mostaganem, ceux-ci devaient lui rendre compte de leur activité annuellement⁽²⁶⁾. A titre d'exemple, le *cheikh en-nadher* d'Alger recevait du *nadher* de Coléa 2217.5 rials boujous (1237 de l'hégire), du *nadher* de Blida 4014.5 rials boujous (1244), du *nadher* d'Oran 1410 rials boujous (1244), du *nadher* de Miliana 1245 rials boujous (1245)⁽²⁷⁾.

Entre autres *nadhers* de villes secondaires cités dans les documents de *mahkamas*, rappelons les noms de: Ibrahim Kahraman *nadher* à Blida (1243-44 de l'hégire); Mohamed et-Turki Ali *nadher* à Coléa (1837-38); Mohamed Ben Ismaïl *nadher* à Miliana (1233-39); Mohamed Ben Mustapha Ben Safer *nadher* à Miliana (1221-28)⁽²⁸⁾.

D'après les documents de *mahkamas* que nous avons pu consulter, nous retenons les noms des *cheikhs en-nadhers* suivants, avec les dates indiquées dans les documents⁽²⁹⁾:

(26) Devoulx A., Les édifices religieux..., op. cit., p. 2.

- Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 5, Registre 458(359).

- Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 222.

- Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 337.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 31.

- El-Djilali A., Tarikh el-Djazaïr el-Aam (Histoire générale de l'Algérie), T. 3, Beyrouth, Dar eth-Thaqafa, 1980, p. 349.

عبد الرحمن الجيلالي، تاريخ الجزائر العام، الجزء ٣، بيروت، دار الثقافة، ١٩٨٠، ص. ٣٤٩.

(27) Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 23, Registre 251(164).

(28) Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 5, Registre 458(359).

(29) - Archives nationales algériennes, Série du Beït-ul-Mal, Boîte 3, Registre 8; Boîte 4, Registres 9 et 11; Boîte 9, Registre 53-81.

- Archives nationales algériennes, Série du Beylik, Boîte 19, Registre 187(102), 190 (105); Boîte 20, Registre 197(112), 196(111); Boîte 21, Registre 203(118), 208 (213), 217(131), 209(124); Boîte 23, Registre 252(162); Boîte 24, Registre 269 (179); Boîte 26, Registre 279(188); Boîte 28, Registre 311(216). =

- Hadj Mohamed Agha Ben Ouali et-Turki et Hassan Agha Ben Mustapha et-Turki (1100 de l'hégire).
- Mohamed Agha Ben Abdallah et Mohamed Agha Ben Hassan (1106-1139).
- Hadj Radjeb Ben et-Turki (1116).
- Radjeb Agha Ben Mustapha et Abbas Agha Ben Hassan (1119).
- Omar Djalabi Agha Ben Salah et-Turki (1137-1139).
- Ahmed Agha Ben Yelles et-Turki (1135).
- Mustapha Ben Yelles Agha (1133-1142).
- Ahmed Agha Ben Youcef et-Turki (1133-1142).
- Hamza Agha et Hadj Chaâbane Mezoul Agha Ben Othman (1139).
- Mustapha et-Turki et Hadj Mohamed Agha Ben Ahmed (1142).
- Hadj Chaâbane Ben Agha Ben Ahmed Ben Aghassi, Hadj Nacef Agha Ben Aouis et Khalil Agha Ben Ali et-Turki (1145).
- Hadj Youcef, Hassan Agha Ben Mohamed et Suleïman Ben Abdallah (1151).
- Ali Agha Ben Mohamed et-Turki et Mohamed Agha Ben Hussein et-Turki (1164).
- Khalil Ben Ahmed Ben Omar (1174-1178).
- Mohamed Ben Abderrahman (1174-1178).
- Hadj Moussa Agha (1176).
- Omar Ben Amar (1212).

= - Archives nationales algériennes, Série de mahkamas, Boîte 47/1, doc. 79-1; Boîte 48/2, doc. 18-115; Boîte 28/2, doc. 16-160; Boîte 34, doc. 61; Boîte 102-103, doc. 60-14; Boîte 3, doc. 12-1; Boîte 3, doc. 1-2; Boîte 27, doc. 48-5; Boîte 42/2, doc. 4; Boîte 28-2, doc. 15-106; Boîte 54, doc. 42-42; Boîte 76-77, doc. 77-16; Boîte 16/2, doc. 1-217; Boîte 48/2, doc. 21-118; Boîte 28/2, doc. 15-106; Boîte 102-103, doc. 137-15; Boîte 18(1), doc. 6-112; Boîte 55, doc. 24-6; Boîte 27, doc. 80-11; Boîte 42/2, doc. 35-7; Boîte 4(2), doc. 41-10; Boîte 54, doc. 41-41; Boîte 18/1, doc. 6-112; Boîte 47/1, doc. 33-3; Boîte 48/2, doc. 26-98; Boîte 34, doc. 161; Boîte 102-103, doc. 59-1; Boîte 54, doc. 86-60; Boîte 55, doc. 20-6; Boîte 55, doc. 48-28; Boîte 42/2, doc. 46-7; Boîte 4(2), doc. 3-87; Boîte 54, doc. 101; Boîte 34, doc. 148-120.

- Hadj Ibrahim Khodja et-Turki el-Masrali Ben Abderrahman (1216-1227).
- Hadj Mustapha Khodja Ben Mustapha et-Turki (1220-1225).
- Ibrahim Khodja Bouloukbachi Charif Ben Hussein et-Turki (1222-1224).
- Ahmed Khodja Ben Mohamed et-Turki (1224-1226).
- Hadj Khodja Ben Mustapha (1225).
- Mohamed Khodja Ben Ibrahim (1226-1227).
- Hussein et-Turki (1230).
- Ali Khodja Ben Mustapha Chaouch (1238-1243).
- Mohamed Bach Chaouch Ben Messaoud (1234-1240).

Les wakils des Haramayn

Les *wakils* étaient des fonctionnaires subalternes nommés par le *Diwan* et confirmés à leurs postes par le *cheikh en-nadher*. La majorité des documents du *waqf* (*waqfiat*) mentionne les *wakils* qui étaient des *aghas* turcs et des notables andalous comme le montrent les listes des *wakils* des *Haramayn* que nous avons établies dans une étude sur les fonctionnaires de l'institution du *waqf*: sept *wakils* étaient turcs, quatre andalous, douze portaient le grade de *Agha*, cinq celui de *Khodja* et quatre le titre de *Hadj*⁽³⁰⁾. D'après les documents d'archives nous pouvons établir également une liste des *wakils* d'origine andalouse⁽³¹⁾:

- Hadj Mohamed El-Akakri et Hadj Mohamed el-Harrar Ben Fadhel el-Andalousi (1100 de l'hégire).

(30) Saïdouni N., Les fonctionnaires de l'institution du waqf à Alger..., op. cit., p. 182.

(31) Archives nationales algériennes, Série de mahkamas, Boîte 3, doc. 1-12; Boîte 27/1, doc. 23-14; Boîte 32, doc. 11-108; Boîte 54, doc. 85-39, 12, 101, 100-38, 59-57, 41-41, 42-42; Boîte 55, doc. 42-44; Boîte 74, doc. 31-21; Boîte 76/77, doc. 97-3, 77-16; Boîte 53, doc. 6-132; Boîte 34, doc. 64-180, 39-164, 85-39, 148-120; Boîte 37/2, doc. 31-23; Boîte 37/1, doc. 7-17; Boîte 18/1, doc. 6-116; Boîte 101, doc. 10-91; Boîte 102-103, doc. 100-74; Boîte 103-104, doc. 32-154; Boîte 59, doc. 81-24; Boîte 109-110, doc. 40-43; Boîte 82, doc. 25-140.

- Hadj Mohamed Ben Ibrahim el-Andalousi, Hadj Mohamed Ben Fadhel el-Andalousi, Sidi Omar Ahmed Ben Amar et Mohamed Ben Ras el-Aïn (1106).
- Mohamed Ben Salem (1073).
- Hadj Mohamed el-Attar descendant de Ouali Ahmed el-Attar el-Andalousi et Hadj Hamouda Charif el-Andalousi dit El-Pouns (1116-1119).
- Hadj Ali Ben Hadj Ahmed Ben Hadj Saêd el-Andalousi et Mohamed Ben Mohamed Ben Youcef Chouihed (Chouihat) (1133-1144).
- Hadj Mohamed Ben Mohamed el-Boulaïdi Mohamed Charif et Hadj Mohamed Ben Hadj Ali Ben Hadj Belkacem el-Andalousi (1133-1145).
- Hadj Hamouda Ben Merouan Charif Hadj Ben Ali (1145).
- Ahmed el-Kahia el-Khiat Ben el-Hadj Ousta Mohamed dit El-Makfouldji et Hadj Ahmed dit El-Madjouz (1151-1152).
- Hadj Ali Khallatou Ben Moussa el-Andalousi et Hadj Mohamed Ben Fateh el-Andalousi (1164).
- Ahmed Ben el-Hadj Mustapha Ben Omar el-Andalousi (1192).
- Ahmed Ben Sidi Omar (1200-1228).
- Mustapha Ben Tayeb (1217).

Le Beït-ul-Maldji

C'était le responsable du domaine de l'état (*Beylik*) chargé, à ce titre, des droits dévolus au Trésor dans les successions vacantes ou en déshérence des Musulmans et dans celles dont la loi musulmane attribue une partie à l'état⁽³²⁾. Le *beït-ul-maldji* était un fonctionnaire important choisi par les hommes du *Diwan* et nommé par le *Dey* et était considéré comme un responsable de la fondation des *Haramayn*.

En tant représentant du *Diwan* et délégué du *Dey* aux lieux saints de l'Islam, le *beït-ul-maldji* faisait le voyage du Hidjaz, accompagnait les pèlerins et apportait les cadeaux de la fondation des *Haramayn* connus sous le nom de *sorra*. En tant responsable du voyage à la Mecque, le *beït-*

(32) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., T. 1, pp. 417-418.

ul-maldji rapportait à Alger la succession de tout algérien faisant partie de son convoi qui décédait pendant le trajet⁽³³⁾.

Les documents dont nous disposons permettent d'établir une liste des noms de *beït-ul-maldji* selon les dates indiquées dans les documents⁽³⁴⁾ :

- Saïd Khodja (Djoudada I 983 de l'hégire).
- Amar Ben Abdallah (Rabî I 989).
- Abderrahman el-Bouzidi (Djoudada I 1013)
- Hadj Mohamed Khodja Ben Khadher (Chaâbane 1128 - Choual 1135).
- Hadj Khalil Bey Ben Mustapha et-Turki (Rabî I 1137).
- Ahmed Ben Ouali et-Turki (Radjeb 1161).
- Hassan Bouloukbachi Ben Mohamed et-Turki (Choual 1169 - 1178).
- Hadj Ali Bouloukbachi Ben Ramdan (Safer 1197 - Safer 1206).
- Mohamed Ben el-Arbi (Radjeb 1202).
- Ali Ben Hassan et-Turki (Chaâbane 1212).
- Sidi Hadj Ali (Probablement la personne citée précédemment) (Dhoul-kîda 1212).
- Mohamed Ben Mohamed Ben Rakba (*âdel Beït-ul-Mal*) (Radjeb 1228).
- Mohamed Ben Ali (1231).
- Suleïman Ouali et-Turki (Moharrem 1233)
- Hadj Mohamed Bonatero el-Andalousi (1240 - Chaâbane 1241).

(33) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, 15 M.I., Bobine 53-433.
- Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.

(34) - Archives nationales algériennes, Série du Beït-ul-Mal, Boîte 3, Registre 8 ; Boîte 4, Registres 9 et 11 ; Boîte 9, Registre 53-81.

- Archives nationales algériennes, Série de mahkamas, Boîte 3, doc. 2-3 ; Boîte 27/1, doc. 23-14 ; Boîte 31, doc. 21 ; Boîte 32, doc. 116108 ; Boîte 34, doc. 64-186 ; Boîte 37/1, doc. 7-17 ; Boîte 43, doc. 41, 43 ; Boîte 44, doc. 11-47 ; Boîte 53, doc. 6-132 ; Boîte 55, doc. 42-44 ; Boîte 58, doc. 13-159 ; Boîte 59, doc. 81-24 ; Boîte 74-75, doc. 13 ; Boîte 76-77, doc. 43 ; Boîte 75/2, doc. 29 ; Boîte 82, doc. 25-40 ; Boîte 99-100, doc. 11 ; Boîte 101/1, doc. 10-91 ; Boîte 102-103, doc. 74-100 ; Boîte 104-105, doc. 32-154 ; Boîte 109-110, doc. 40-43.

- Hadj Khalil Bouloukbaï et-Turki Ben Mustapha (Chaâbane 1241 - Rabî II 1244 - Djoumada II 1246).
- Kadour Chaouch (1264).

Le *cadi* délégué aux affaires des *Haramayn*

Il était désigné par les instances juridiques et était placé sous l'autorité du muphti. Il assistait aux opérations effectuées sur les biens *waqf* et approuvait les actes de *waqf* établis par les *wakils*⁽³⁵⁾.

Les *odoul* (Sing. *âdel*)

C'étaient des assesseurs du *cadi* délégués auprès des *zakils* des *Haramayn*. A chaque opération, le *cheikh en-nadher* désignait deux *odoul* pour donner, par leur concours, un caractère légal aux procédures et assurer le respect de l'application des décisions arrêtées⁽³⁶⁾.

Le *bach chaouch*

Chef des agents subalternes, il avait la responsabilité des opérations d'entretien et de construction effectuées sur les biens *waqf* des *Haramayn*. Le *bach chaouch* commandait des *chaouchs*, simples agents employés par la fondation des *Haramayn* à la surveillance des immeubles (gardiennage) et aux travaux de réparation des biens *waqf*. Les *chaouchs* assumaient aussi des tâches quotidiennes dans les lieux de culte et les bureaux de la fondation⁽³⁷⁾.

Le *saïdji*

Il était le secrétaire de la fondation et son caissier principal, considéré comme un fonctionnaire secondaire en charge des opérations financières de la fondation. Il révisait les opérations effectuées par les *odoul* et gardait les registres de la fondation⁽³⁸⁾.

(35) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 215

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 27.

(36) Pélissier de Reynaud, Pélissier de Reynaud, Annales algériennes, Alger, Anselin et Gautier, Laguione, 1836-1839, T. III, p. 461.

(37) Busson de Janssens G., op. cit., p. 31.

(38) Idem.

Le majliss elmi ou Conseil scientifique

C'était une institution chargée de superviser et de contrôler la gestion administrative des fondations du *waqf* et notamment celle des *Haramayn*. Le *majliss* était présidé par le grand muphti et le *cadi* principal qui était de rite *hanéfite*, assistés par le muphti *malékite* et les deux *cadis*, *malékite* et *hanéfite* ; ses autres membres étaient des notables dont *amin el-oumana*, le *cheikh el-balad* et évidemment le *nadher* et les *wakils* des *Haramayn*⁽³⁹⁾. La majorité des *waqfiat* établies par le *majliss elmi* mentionne les membres qui devaient approuver l'acte qui n'avait pas de valeur sans la mention et les signatures des membres. Un document du *waqf* traduit le Dr Worms et daté de l'an 1243 de l'hégire (1827) cite les noms des membres du *majliss elmi* suivants: Mustapha el-Hadj Ahmed Ben Hadj Omar, Ali Mangalati et le Sidi Abou el-Abbas Ahmed Afendi Cadi hanéfite⁽⁴⁰⁾.

Le *majliss elmi* délibérait habituellement le matin de chaque jeudi à la Grande Mosquée. Il donnait, en général, un avis sur le bon fonctionnement des biens *waqf* dont la majorité concernait la fondation des *Haramayn*. Il avait, en cette qualité, la prérogative de décider de toutes les procédures de gestion des biens *waqf*, autorisait la mise en adjuration du bien *waqf* concernant toutes les opérations de location et approuvait les échanges et dépenses de restauration ou de construction par voie d'appel d'offres, enfin, il ordonnait, le cas échéant, de donner le bien *waqf* à bail (*âna*) au plus offrant ou le considérer comme bien hors de service en cas de ruine.

L'appareil administratif de la fondation des *Haramayn*, contrôlé par le *majliss elmi* et dirigé par le *cheikh en-nadher*, devait assurer plusieurs tâches et services d'ordre spirituel, culturel et social⁽⁴¹⁾, que nous avons classés en quatre catégories de services :

(39) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., pp. 24-25.

- Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 338.

- Busson de Janssens G., op. cit., pp. 28-29.

- Saïdouni N., Les fonctionnaires de l'institution du *waqf* à Alger..., op. cit., pp. 177-178.

- Saadallah A., op. cit., T. 1, p. 238.

(40) Worms, Dr M., op. cit., p. 476.

(41) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., T. 1, pp. 493-494.

- Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- 1 - Le paiement des traitements des fonctionnaires et des personnes employées par la fondation des *Haramayn* (*nadhers*, *wakils*, *kaïms*, *moutaoualis*, *chaouchs*, *odoul*, *cadis*) qui percevaient des allocations ou salaires tirés des revenus de la fondation des *Haramayn* et répartis selon la charge et la place dans la hiérarchie administrative. Le traitement du *cheikh en-nadher* a été évalué à 500 Fr. par mois, en 1837⁽⁴²⁾. Les traitements du personnel de la fondation, y compris les agents (*chaouch*), s'élevaient à 1158 Fr., par mois, durant les premières années de l'occupation française⁽⁴³⁾.
- 2 - Le paiement des allocations des personnes chargées du culte et de l'enseignement du Coran et des textes de la religion musulmane. Il s'agissait des *imams*, des *khatibs* (prédicateurs), des *muezzins*, des *hazzabin* (lecteurs du Coran), des *mouderess* (enseignants) et des *tolbas* (étudiants).

A titre d'exemple, le *cheikh en-nadher* des *Haramayn* payait, mensuellement, au personnel du culte de la mosquée de Abdy Pacha, qui dépendait de l'administration des *Haramayn*, une somme répartie, en 1142 de l'hégire (1729), comme suit: quinze rials boujous pour le *khatib*, huit pour l'*imam*, cinq pour les *mouderess*, trois pour les *muezzins*, un pour le lecteur de *Tanbih el-Anam* et un pour le réciteur du *Hadith*⁽⁴⁴⁾.

= - Bouderbah A., Mémoire, Pub. par G. Yver, in Revue africaine, année 1913, p. 240, Note 1.
 - Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 344.
 - Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.
 - Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 16.
 - Saadallah A., op. cit., T. 5, p. 58.
 - Aumerat J.F., op. cit., p. 327.
 - Saïdouni N., 'Les biens waqfs aux environs d'Alger...', op. cit., p. 102.
 - Saïdouni N., En-Nidham el-Mali li el-Djazaïr fi Aouakhir el-Ahd el-Othmani (1792-1830) (Le système financier de l'Algérie à la fin de l'époque ottomane), Alger, E.N.A.L., 1985.
 سعيدوني ناصر الدين، النظام المالي للجزائر في أواخر العهد العثماني (١٧٩٢-١٨٣٠)، الجزائر، المؤسسة الوطنية للكتاب، ١٩٨٥.

(42) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1672, Note confidentielle adressée par le mufti malékite d'Alger (Mohamed Ben Abderrahman) au chef de la division (Clauzel) et communiquée par lui au Ministre'

(43) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 344.

(44) Devoulx A., Les édifices religieux..., op. cit., p. 83.

- 3 - Le secours aux nécessiteux: afin de soulager la misère des gens pauvres, la fondation des *Haramayn* distribuait, dans la matinée de chaque jeudi et les jours de fêtes, une aumône, en nature ou en numéraire, dont le montant était fixé par les *wakils* en fonction de la capacité de la fondation et selon le degré de dénuement et de détresse des personnes concernées. A cet égard, certains pauvres, malades ou handicapés, qui ne pouvaient pas se présenter dans les locaux de la fondation, étaient inscrits sur une liste et recevaient le secours à leur domicile⁽⁴⁵⁾.

La dégradation des conditions de vie de la population de la ville d'Alger au début de l'occupation française et les mesures de contrôle et de répression appliquées à l'égard de l'ancienne administration du *Beylik*, faisaient de l'aide apportée par la fondation des *Haramayn* un moyen de survie pour une partie non négligeable de la population. Dans une note confidentielle adressée au commandant de la place d'Alger, le muphti *malékite* de la ville a mis l'accent sur la nécessité des secours des *Haramayn*, en ces termes⁽⁴⁶⁾: 'On trouve à Alger beaucoup d'indigènes incapables de gagner leur vie, c'étaient des vieillards, de vieilles femmes, des aveugles, des impotents, des orphelins... Alors, la pitié nous porta à les secourir et à leur assigner sur les fondations des aumônes proportionnées au degré d'indigence de chacun d'eux. Les uns eurent par semaine un franc à trois francs. Le nombre de ces pauvres s'était (ensuite) accru jusqu'à deux mille (en 1837) alors qu'il était de mille trois cents (avant 1835)'⁽⁴⁷⁾.

En 1835, la fondation des *Haramayn* réservait la somme de 78200 Fr. pour les pauvres qui faisait partie d'un montant global de dépenses évalué à 130981 Fr. 60⁽⁴⁸⁾. Une partie non négligeable de cette action de bienfaisance et d'assistance apportée par la fondation était réservée aux individus originaires des lieux saints de l'Islam appelés *meckaouis*

(45) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 30.

(46) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1672, Note confidentielle..., op. cit.

(47) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(48) Idem.

(originaires de la Mecque). Cette qualité était établie par des certificats et des avis émanant de notables de la Mecque et adressés aux agents de la fondation à Alger⁽⁴⁹⁾. Par cette qualité, les individus natifs de la Mecque, résidents ou de passage à Alger, avaient un droit à l'assistance; ceux qui étaient de passage bénéficiaient, pendant la durée de leur séjour à Alger, d'une allocation proportionnée à leur position et à leur rang social, mais dont la valeur était fixée habituellement à 5 Fr. 40⁽⁵⁰⁾. De plus en plus rarement, à la fin de l'époque ottomane, la fondation des *Haramayn* assumait un devoir imposé par la religion musulmane qui était celui de la délivrance des captifs musulmans. Dans ce but, la fondation participait par des sommes d'argent, selon sa capacité, au rachat de captifs musulmans tombés en esclavage en pays chrétiens (européens)⁽⁵¹⁾.

- 4 - L'entretien et la restauration des immeubles appartenant à la fondation des *Haramayn*. Les dépenses d'entretien étaient nécessaires pour préserver la rentabilité des biens *waqf* et assurer la pérennité du *waqf ahli* et la productivité des propriétés et immeubles exploités directement par des agents de la fondation ou mis à la disposition d'usufruitiers contre un loyer (*âna*). Par exemple, l'exploitation des fours à chaux appartenant à la fondation des *Haramayn* nécessitait des dépenses destinées à l'agent chargé du four (*chaouch*), aux travailleurs, en plus de dépenses pour les ânes employés dans le transport de la production⁽⁵²⁾.

Aux dépenses d'entretien assumées par la fondation des *Haramayn* s'ajoutaient les charges d'administration de trois mosquées de rite *hanéfite* dont les biens *waqf*, revenant à la fondation, étaient évalués, en 1837, à quinze biens

(49) - El-Djilali A., op. cit., T. 3, p. 441.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 28.

- Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 345.

- Bouderbah A., op. cit., p. 240, Note 1.

(50) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 345.

(51) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- Aumerat J.F., op. cit., p. 327.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 28.

(52) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 344.

Dépenses (en Fr.)	1836	1837	1838	1839	1840	1841	Total
Frais d'administration	36473.22	40366.79	34712.90	41631.01	45689.43	27799.45	226372.80
Bienfaisance (aumône)	65330.05	49728.95	57281.60	75587.70	72000	87400	407328.30
Services divers	1570.85	7802.60	6973	7043	7388.50	5934.30	36712.25
Travaux	-	6457	8117	9731.82	16710.57	12305.02	53331.41
Offrandes aux mosquées	-	-	896.30	-	-	-	896.30
Dépenses temporaires	-	-	47.05	334.25	2694.80	805	3892.10
Entretien des immeubles	2627.03	5529.65	1909.40	8740.84	22011.95	39001.43	79820.30
Remboursement de propriétés indigènes (vendues)	-	-	-	-	-	4013.71	4013.71
Total	105701.15	109895.99	109937.25	143068.62	166495.25	177268.91	812367.17

Ce tableau présente les divers frais et dépenses. Les dépenses destinées à la bienfaisance sont majoritaires, celles des offrandes aux mosquées sont minimes. Ce tableau montre, indirectement, à travers l'augmentation des dépenses, une augmentation des revenus de la fondation des *Haramayn*.

waqf khairi, dix-sept *waqf ahli* (*âna*) et neuf affectés aux services publics⁽⁵³⁾. Les trois mosquées situées dans la partie basse de la ville d'Alger étaient⁽⁵⁴⁾:

- La mosquée de Mezzo-Morto (*Djamaâ el-Hadj Hossain Mezzo-Morto*) construite en 1097 de l'hégire (1685-86).
- La mosquée de Abdy Pacha bâtie en 1138 (1725-26) près de la caserne des Janissaires au lieu dit Dar el-Mokriyn (Rue Macaron).
- La mosquée de Ali Pacha fondée en 1172 (1758-59) sur l'emplacement d'une ancienne *zaouïa* détruite appelée *zaouïa Sidi Lakhal*.

Le *nadher* des *Haramayn* était responsable de ces mosquées et prenait en charge toute opération de restauration, d'entretien et de fonctionnement. Il payait les achats de nattes, d'huile et de bougies et les dépenses de transport d'eau. Le traitement des personnes chargées du culte à la mosquée de Abdy Pacha demandait une somme d'argent appréciable évaluée à 33 rials boujous⁽⁵⁵⁾.

Parmi ces nombreuses charges, la fondation des *Haramayn* avait une obligation principale qui était le présent annuel destiné aux lieux saints de l'Islam, connu sous le nom de la *sorra*, sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie de cette étude, en tant qu'instrument de préservation des relations de la société algérienne avec les lieux saints de l'Islam (la Mecque et Médine).

A la fin de cette deuxième partie de notre étude, et afin d'évaluer les charges de la fondation des *Haramayn*, nous présentons un tableau des dépenses, détaillées selon leur nature, effectuées au cours des premières années de l'occupation d'Alger par les Français (1836-1841)⁽⁵⁶⁾, avant l'application de procédures administratives répressives à l'encontre de la fondation des *Haramayn*.

(53) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(54) - Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport - Pélissier de Reynaud, op. cit.
 - Devoulx A., Les édifices religieux..., op. cit., pp. 3, 80-81, 193-196 et 224-225.
 - Hoexter M., Endowments, Rulers and Community, *Waqf al-Haramayn in Ottoman Algiers*, Leiden, Roston - Köln, Brill, 1998, pp. 24-25.

(55) Devoulx A., Les édifices religieux..., op. cit., p. 83.

(56) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1632 (2), 'Réponse aux questions concernant les corporations religieuses'.

L'occupation française a introduit des changements radicaux dans le fonctionnement de la fondation des *Haramayn* et instaura des règlements et des contraintes visant sa liquidation et qui ont perturbé son fonctionnement, rendant ses agents, d'après le compte-rendu de la Commission d'Afrique (12.12.1832), 'souvent malaisés'⁽⁵⁷⁾. Le rapport administratif sur la fondation mentionna que : 'On remarque avec les déclarations faites par les *oukils* des *Haramayn* que les revenus ont été considérablement diminués, tandis que les dépenses ont subi une notable exagération'⁽⁵⁸⁾. Les bénéfices réalisés par le *nadher* des *Haramayn* ont diminué pendant les premières années de l'occupation dans les proportions suivantes⁽⁵⁹⁾ : 1830 : 71703 Fr. 05 ; 1831 : 19003 Fr. 39 ; 1832 : 11047 Fr. 44 ; 1833 : 6480 Fr. 20. Dans le même temps, les dépenses ont augmenté considérablement⁽⁶⁰⁾.

Par ailleurs, Pélissier a rapporté que le revenu des *Haramayn* pendant quatre ans, évalué 360000 Fr. était toujours aux mains des *wakils* des *Haramayn*⁽⁶¹⁾. Ce comportement des fonctionnaires de la fondation s'explique par leur attitude hostile à l'autorité française. Le rapport administratif sur les corporations religieuses, établi en 1837, a indiqué que : 'les établissements publics ont éprouvés des pertes plus considérables depuis que nous sommes intervenus dans leur gestion que pendant toute la longue période de la souveraineté (ottomane)'⁽⁶²⁾.

D'un autre côté, cette situation de méfiance et de laisser-aller facilitait l'appropriation privée de biens *waqf* à l'aide d'arrangements clandestins avec les locataires usufruitiers, selon le rapport de Haubersart⁽⁶³⁾. Cet état des choses a été confirmé par l'intendant en charge des biens *waqf* dans une note datée du 19 septembre 1835 : 'Je suis chargé de vérifier la comptabilité de M. Bouderbah *oukil* de la Mecque et Médine dont la

(57) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., T. 1, p. 493.

(58) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(59) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 225.

(60) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(61) Pélissier de Reynaud, op. cit., p. 128.

(62) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(63) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., T. 1, pp. 413-416.

gestion avait été dénoncée par le mufti *malékite* comme scandaleuse et délapidatrice... Il régnait dans les livres de comptes une si grande confusion, il eut été impossible d'avoir une idée exacte sur la nature et l'importance des propriétés de cette administration...⁽⁶⁴⁾.

Relations de la fondation des *haramayn* avec les lieux saints de l'islam

Le présent (cadeau) de la fondation des *Haramayn* aux lieux saints ou la *sorra* constituait, aux yeux de la population, une tâche honorable et un devoir noble traduisant les liens spirituels, culturels et économiques entre l'Algérie ottomane et les deux villes saintes de l'Islam. A l'origine, la *sorra* était une offrande au profit des gens des villes saintes. Elle était devenue une coutume ottomane depuis le présent offert par le sultan Mohamed celebi (Kirisci) (816-824 de l'hégire / 1413-1421)⁽⁶⁵⁾. Plusieurs provinces ottomanes pratiquaient cette coutume afin de faciliter le pèlerinage et de garder des contacts avec les hauts lieux de l'Islam.

En ce qui concerne l'Algérie ottomane, la *sorra*, liée au voyage des pèlerins à la Mecque, avait le double caractère d'un devoir religieux et d'une obligation sociale destinée nominativement aux pèlerins qui se rendaient au tombeau du Prophète⁽⁶⁶⁾, mais en réalité, les pèlerins algériens ne recevaient aucun secours du fonds de la Mecque et Médine et ne pouvaient être subventionnés par le montant de la *sorra*⁽⁶⁷⁾.

Depuis le XVIII^e siècle, la *sorra* était envoyée habituellement tous les deux ans, et il est évident que la régularité des envois n'était pas toujours respectée à cause des conjonctures d'ordre sécuritaire et sanitaire et des contraintes des moyens de transport qui pouvaient retarder l'envoi pour une durée de plusieurs années comme ce fut le cas de la *sorra* de l'année 1113 envoyée en 1119⁽⁶⁸⁾.

(64) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, F. 80 / 1082, 'Rapport sur l'administration...', op. cit.

(65) El-Djilali A., op. cit., p. 440.

(66) Vallière Ch., op. cit., p. 28.

- Saladin H., Lettre sur la colonisation des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, Genève, Delador et Ramboz, 1837, p. 69.

(67) Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 336.

(68) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 39.

- Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.

Le *Beït-ul-Maldji*, en tant que représentant du *Diwan*, assumait le rôle de délégué officiel du Pacha d'Alger (*Dey*) à la Mecque. Il portait un laissez-passer indiquant ses prérogatives et ses devoirs. Afin de donner une idée de la mission du *Beït-ul-Maldji*, nous présentons la traduction française approximative du texte du laissez-passer établi par le Pacha d'Alger Hassan en 1794⁽⁶⁹⁾:

‘Hassan Pacha souverain de la Régence protégée d'El-Djazaïr-Gharb (Alger). Note datée de l'an 1209 de l'hégire concernant les personnes désirant accomplir le pèlerinage aux lieux saints et au tombeau du Prophète.

Les biens laissés par les personnes effectuant le pèlerinage, qui décèdent au cours du voyage pendant l'aller ou le retour, doivent nous être remis au retour, dans le cas où ils n'ont pas d'héritiers. Dans le cas contraire, l'argent laissé doit nous être également remis, il sera transmis aux héritiers par nos soins. Nous désignons, afin de nous représenter à cet effet, Ali Djaouich Bouloukbachi du *Beït-ul-Mal*.

Celui qui décède pendant le voyage doit être inhumé et ses legs doivent être remis à Ali Djaouich et personne d'autre que Ali Djaouich. Légalement, nul ne doit le remplacer ou l'empêcher d'accomplir sa mission. Il assume sa charge conformément aux vieux usages (loi) pratiqués dans notre Régence (*Oudjaq*). Cette note a été remise à Ali Djaouich dans le cadre de sa mission’.

Le *Beït-ul-Maldji* emmenait, avec la *sorra*, une liste détaillée indiquant les noms des bénéficiaires. Nous avons plusieurs exemples de ces listes en forme de bordereaux d'envoi de fonds et qui devaient être retournées à Alger avec la mention ‘payé’. A titre d'exemple, nous reprenons le contenu d'une liste de *Sorra* précisant les noms de gens de Médine avec une répartition du montant en rial boujou⁽⁷⁰⁾:

- Le prince de Médine : 50.
- Le *cheïkh* du *Haram en-Nabawi* (Grande mosquée du Prophète) : 37.
- Les *aghas* de Médine: 37.
- Les serviteurs du *Haram* : 16.

(69) Archives nationales d'Outre-mer (A.O.M.), Aix-en-Provence, 15 M.I., Bobine 53-433.

(70) D'après notice traduite par : Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., pp. 34-35.

- L'imam du *Haram* : 8.
- Le *cadi* Hachem : 6.
- Tadj ed-Din et son frère Abdelkader : 6.
- Le *cheikh* Abou Hachem l'enseignant : 5.
- Khedidja Cherifa Bent el-Berzendji : 4.
- Si Omar es-Senhoudi : 3.
- Ahmed Ben Hçoul : 2.
- Fatma Bent el-Hachemi de Abdelkader el-Khalan Tlemçani : 1.

Les listes, qui comprenaient des notables, des dignitaires, des *oulémas* et des gens nécessiteux des villes saintes de l'Islam, étaient établies après délibération du *majliss elmi* comme l'a précisé Devoulx: 'La répartition de la somme de la *sorra* se faisait à Alger devant le *médjlès*, en présence de *cheikh el-bled*, de l'*amin* des *amins*, d'une commission déléguée par l'armée et sous la direction suprême du Pacha⁽⁷¹⁾. Concernant la répartition de la *sorra*, nous constatons la part majoritaire des gens pauvres de Médine dont le nombre était le double de celui des pauvres de la Mecque, qui s'explique par le poids de relations d'ordre privé⁽⁷²⁾.

Au stade de la préparation de la liste, le Pacha (*Dey*) avait la haute main sur la répartition de la *sorra*, mais il consultait, à cet effet, les *oulémas*⁽⁷³⁾. Enfin, il ordonnait le départ des pèlerins avec son envoyé officiel qui était habituellement le *Beït-ul-Maldji*. A cet égard, Ech-Charif ez-Zahar décrit son départ au pèlerinage de l'an 1233 de l'hégire (1818), par ces mots: 'Après deux mois et demi de règne, le *Dey* Hosseïn Pacha

(71) Idem, p. 25.

(72) - Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit.,

- El-Djilali A., op. cit., p. 439.

- Ghattas A., 'Contribution des femmes aux biens waqf dans la société de la ville d'Alger pendant l'époque ottomane', in Revue d'Histoire maghrébine, Tunisie, n°85-86, 1997, p. 101.

- عائشة غطاس، مساهمة النساء في الأوقاف في مجتمع مدينة الجزائر في العهد العثماني، المجلة التاريخية المغربية، تونس، عدد ٨٥-٨٦، ١٩٩٧، ص. ١٠١.

(73) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., pp. 24-25.

- Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 338.

- Busson de Janssens G., op. cit., pp. 28-29.

ordonna le départ des navires transportant les pèlerins avec *Beyt El-Malagi* à qui il confia la *sorra* des *Haramayn*⁽⁷⁴⁾.

Le *Beit-ul-Maldji* ou *amin Beit-ul-Mal*, dont la mission s'apparente à celle de *amin es-sorra* en Egypte, assumait la charge de chef des pèlerins, en tant que représentant du Pacha d'Alger, il avait ainsi la fonction de *emir er-rakb*, sans prendre toutefois ce titre qui était presque inconnu à Alger, car rares sont les documents qui mentionnent le titre de *emir er-rakb*⁽⁷⁵⁾. Les choses étaient différentes à Constantine où ce titre était d'usage depuis l'époque hafside et restait, sous les *Beys*, un privilège des *cheikhs* de la famille El-Fougoun qui se transmettaient cette charge honorifique de père en fils⁽⁷⁶⁾.

Environ deux cents pèlerins partaient chaque année d'Alger à la Mecque⁽⁷⁷⁾ par la voie maritime considérée comme la plus courte, la plus sûre et la moins pénible par rapport à la voie terrestre empruntée par la caravane des pèlerins (*er-rakb*)⁽⁷⁸⁾ qui pouvait être chargée, dans de rares cas, du transport de la *sorra*, comme, à titre d'exemple, en 1122 de l'hégire (1710), avec la caravane commandée par le *cheikh* et-Taëb Ben Bouzian⁽⁷⁹⁾.

En ce qui concerne la voie maritime, les autorités du *Beylik* ou des dignitaires et notables algériens affrétaient des navires ottomans ou européens pour le transport des pèlerins et l'envoi de la *sorra*⁽⁸⁰⁾. Nous disposons, à cet égard, de notes d'archives indiquant les navires transportant les pèlerins à Alexandrie. D'après les renseignements recueillis par Devoulx⁽⁸¹⁾, nous pouvons retenir qu'en 1089 de l'hégire

(74) Ech-Charif ez-Zahar, Nakib el-Achraf, Moudhakirat Nakib e-Achraf, (Notes de Nakib el-Achraf: 1754-1830), Pub. par Taoufik el-Madani, Alger, S.N.E.D., 1974, p. 144.

– الشريف الزهار، نقيب الأشراف، مذكرات نقيب الأشراف (١٧٥٤-١٨٣٠)، تحقيق توفيق المدني، الجزائر، الشركة الوطنية للنشر و التوزيع، ١٩٧٤، ص. ١٤٤.

(75) Les recherches effectuées sur les archives n'ont trouvé aucune mention du titre de *emir er-rakb*.

(76) Saadallah A., op. cit., T. 1, p. 520.

(77) Vallière Ch., op. cit., p. 28.

(78) Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.

(79) Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 39.

(80) Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.

(81) D'après documents traduits par: Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., pp. 39-40.

(1678), les pèlerins firent le voyage sur un navire grec, en 1096 (1685) sur un navire hollandais, en 1104 (1693) sur un navire algérien commandé par *reïs* Hadji Mohamed Ben Ghanem, en 1118 sur un navire français (Le Masin), en 1127 (1715) le transport des pèlerins fut assuré par un navire anglais commandé par le Capitaine Bir, en 1131 par un autre navire anglais commandé par le Capitaine Mikil Elelsen, en 1132 par un navire français commandé par le Capitaine Nekoula Oudjir (Nicolas Anger), en 1139 les pèlerins firent le voyage à Alexandrie sur un navire français commandé par le Capitaine Djounil.

L'importance de la *sorra* portée à la Mecque et Médine à l'occasion du pèlerinage est illustrée par les sommes d'argent et les biens en nature dont la valeur globale était d'environ deux mille *mahboub sultani* (pièces d'or), soit l'équivalent de 14000 à 15000 Fr.⁽⁸²⁾. Cette somme constituait, pour l'époque, une véritable fortune. Elle était de l'ordre de 24000 *mahboub* dont fut chargé le *Beïr-ul-Maldji* Mohamed Chaouch le Sirazli en date du 15 djoumada II 1230 de l'hégire / 4 juin 1815, à l'époque du *Dey* Omar Pacha⁽⁸³⁾.

Les documents administratifs du *Beylik* indiquent quelques montants de la *sorra*, selon les années, en dinar-or (*sultani*)⁽⁸⁴⁾:

- 1089/1678 : 1200 (produit des *Haramayn* de l'année 1088).
- 1096/1685 : 400.
- 1104/1693 : 1660 (produit des *Haramayn* des années 1103-1104).

(82) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 221.

- Genty de Bussy P., op.cit., T. II, p. 345.

- Aumerat J.F., op. cit., p. 327.

- Bouderbah A., op. cit., p. 240, Note 2.

(83) - Temimi A., Bouhouth wa Wathaïq fi et-Tarikh el-Maghribi (1816-1871) (Recherches et documents d'histoire maghrébine, Tunis, Alger et la Tripolitaine de 1816 à 1871), d'après les archives d'Istanbul H.H. 49 515 ç B.A. Doc. 1), Tunis, Maison tunisienne d'édition, 1972, p. 237.

- عبد الجليل التميمي، بحوث و وثائق في التاريخ المغربي (١٨١٦-١٨٧١)، تونس، الدار التونسية للنشر، ١٩٧٢، ص. ٢٣٧.

(84) D'après documents traduits par: Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., pp. 39-41.

- 1119/1707: 1500 (produit des *Haramayn* de l'année 1113, envoyé par caravane).
- 1122/1710: 1500 (produit des *Haramayn* de l'année 1114, envoyé par caravane).
- 1125/1713: 1000 (produit des *Haramayn* de l'année 1115, envoyé par caravane).
- 1127/1715: 1500 (produit des *Haramayn* de l'année 1116).
- 1131/1718: 1500 (produit des *Haramayn* de l'année 1118).
- 1132/1719: 2000 (produit des *Haramayn* des années 1128 et 1131).
- 1139/1726: 500 (produit des *Haramayn* de l'année 1139).
- 1148/1735: 3000.
- 1175/1761: montant non précisé, envoyé par caravane.
- 1230/1814: 24000.

La pratique de la *sorra* était, en plus de son caractère religieux, une affaire politique et un moyen diplomatique, par excellence, qui influait sur les relations de la Régence d'Alger avec le monde ottoman. Dans ce contexte, nous pouvons expliquer les lettres adressées au Pacha d'Alger par des gens de Médine et de la Mecque pour demander du secours ou les lettres envoyées par le Pacha d'Egypte ou ses délégués au *Dey* d'Alger par lesquelles ils s'engageaient à assurer la protection aux pèlerins algériens. Certaines de ces lettres ont été traduites intégralement grâce à l'initiative de l'archiviste A. Devoulx⁽⁸⁵⁾.

Ces correspondances donnaient une apparence de souveraineté aux Pachas d'Alger et renforçaient leur légitimité et leur égard au sein de la communauté musulmane. Dans ce cadre, le *Beït-ul-Maldji*, en tant que porteur de la *sorra*, était l'envoyé chargé des rapports officiels avec les autorités des pays traversés et gardait des contacts avec les représentants que la Régence d'Alger entretenait dans ces contrées⁽⁸⁶⁾. Par ailleurs, une Agence (*wakala*) algérienne à Alexandrie était chargée de prendre des

(85) Idem, pp. 41-64.

(86) Busson de Janssens G., op. cit., p. 29.

initiatives pour assurer l'arrivée de la *sorra* - transportée par les navires - à sa destination⁽⁸⁷⁾.

Ainsi, grâce à la pratique de la *sorra*, la fondation des *Haramayn* avait un rôle dépassant la gestion des biens *waqf* des lieux saints de l'Islam et avait acquis un certain poids dans l'appareil administratif du *Beylik* et une influence importante sur la société algéroise. C'est là que se trouve l'explication de la fin tragique du *Dey* Ali Pacha dit El-Ghassal, le 15 Moharrem 1224 (1809), après quatre mois de règne. La conduite de ce *Dey* et surtout l'accaparement des biens *waqf* des *Haramayn* au profit de dignitaires turcs, ont poussé les gens à une révolte conclue par la mort du *Dey*⁽⁸⁸⁾.

Conclusion

En conclusion de cette étude, nous formulons les remarques suivantes sur la place et le rôle de la fondation des *Haramayn*.

- I - L'établissement de biens *waqf* au profit des *Haramayn* était un acte juridique par lequel était confirmée l'appartenance de l'Algérie ottomane à la *umma* islamique. Il était aussi un signe de fraternité musulmane manifestée à travers une institution pieuse au service des deux lieux saints de l'Islam. A cet effet, L'expansion des biens *waqf* des *Haramayn* et l'importance prise par cette fondation s'expliquent par l'imbrication et la complémentarité entre sentiments religieux et affaires mondaines. Ce qui assurait à la société algérienne un relatif équilibre et une certaine harmonie dans les relations sociales et les activités culturelles et économiques.
- II - La richesse de la fondation des *Haramayn*, quand ses intérêts étaient préservés, devait suivre une courbe ascendante. En effet, l'extinction de la lignée de la famille désignée comme bénéficiaire - en cas de *waqf* de famille (*ahli*) - permettait à la fondation des *Haramayn* d'acquérir définitivement les revenus des biens concernés⁽⁸⁹⁾. Cette situation a été mentionnée par M. Haubersart dans son rapport à la Commission d'Afrique en affirmant que: 'Ces dotations (des *Haramayn*)

(87) El-Djilali A., op. cit., T. 3, p. 440.

(88) Ech-Charif ez-Zahar, op. cit., p. 103.

(89) - Devoulx A., Notes historiques sur les mosquées..., op. cit., p. 13.
- Saïdouni N., 'Le waqf dans la vie économique...', op. cit., p. 150.

s'accroîtront encore par l'extinction de certaines lignées de certaines familles auxquelles l'usufruit des biens donnés a été réservé par la volonté des donateurs⁽⁹⁰⁾.

III - L'expansion des biens *waqf* des *Haramayn* à la fin de l'époque ottomane et au début de la colonisation française s'explique par un contexte socioculturel et un état spirituel et intellectuel qui poussaient les gens à être agréables à Dieu en affectant des biens à un but ou un service d'ordre religieux ou humanitaire. A cet effet, les actes de constitution du *waqf* (*waqfiat*) expriment cette volonté de manière complète et précise, en évoquant, généralement, les mérites, les récompenses divines dues aux bonnes œuvres du constituant du *waqf*⁽⁹¹⁾.

IV - Les modalités de gestion administrative et les procédures juridiques appliquées aux biens *waqf* des *Haramayn* sont des indicateurs révélant le décalage entre les règles de loi et de jurisprudence et leur mise en application effective. Ce décalage apparaît notamment dans la manière de gérer les biens *waqf* des *Haramayn* qui répondait aux intérêts des individus, ce qui se traduisait par des modalités et des conditions, dans le texte des *waqfiat*, ne correspondant pas toujours aux règles définies par les lois théoriques.

Les réalités et les contraintes sociales s'exprimaient dans l'évolution de la valeur de la location (*âna*) et imposaient à la gestion des biens *waqf*, dont ceux des *Haramayn*, des modalités dont nous citons, par exemple, la procédure d'échange (*istibdal*, *mouâouadha*) d'un bien *waqf* des *Haramayn* contre une autre propriété de même valeur⁽⁹²⁾, l'exclusion des filles au profit des seuls fils, la réservation du *waqf* aux filles handicapées ou non mariées⁽⁹³⁾. A ce propos, la part des femmes

(90) Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique, op. cit., pp. 413-416.

(91) - Saïdouni N., L'Algérois rural à la fin de l'époque ottomane (1791-1830), Beyrouth, Dar al-Gharb al-Islami, 2001 (Thèse, Aix-en-Provence, 1988, T. II.).
- Saadallah A., op. cit., T. 1, p. 227.

(92) - Gibb H.A.R. & Bowen H., Islamic Society and the West, Oxford, 1950-1957, p. 158.
- Tal Shuval, 'La pratique de la Muawda (Echange de biens habous)', in Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°79-80 / 1997, pp. 55-72.
- Hoexter M., op. cit., pp. 99-104.

(93) Godin F., Le régime foncier de l'Algérie, in L'œuvre législative de la France en Algérie (1830-1930), Collection du Centenaire de l'Algérie, Série Institutions de l'Algérie, p. 226.

dans la constitution de biens *waqf* des *Haramayn* a été évaluée à 22.86%⁽⁹⁴⁾.

- V - La participation à l'organisation du pèlerinage, faisant partie de la mission de la fondation des *Haramayn*, donnait un caractère diplomatique et un rôle politique à cette institution. Les sommes d'argent importantes de la *sorra*, envoyée à la Mecque et à Médine, renforçaient l'ancrage spirituel, les relations culturelles et la solidarité sociale avec les hauts lieux de l'Islam. Elles donnaient au pouvoir du *Beylik* une force morale et le faisaient respecter comme gouvernement légitime reconnu par l'ensemble de la population.
- VI - L'arrêt de l'envoi d'une partie des fonds des *Haramayn* aux lieux saints de l'Islam, à partir de 1830, et l'interdiction du pèlerinage par un arrêté du mois d'août 1838 et l'ordonnance du 4 avril 1856, ont eu des conséquences négatives sur l'attitude des notables algériens envers l'administration coloniale qui a fini, sous la pression de la population, par lever l'interdiction du pèlerinage, en 1858, en organisant le transport des pèlerins par des navires français reliant Alger à Alexandrie et Beyrouth ; le prix du voyage a été publié dans le journal *El-Moubachir* du 15 mai 1853⁽⁹⁵⁾.

Déjà au début de l'occupation et dans le cadre d'une politique visant le ralliement des Algériens, la question du présent des *Haramayn* (*sorra*) a été posée à l'administration coloniale dans le Tableau de la situation des établissements français en Algérie (1830-1837): 'Le rétablissement de l'ancien usage (*sorra*) peut être utile, on y trouvera l'avantage de prouver aux indigènes que la protection promise à leur religion est sincère et complète'⁽⁹⁶⁾.

Il convient de dire à la fin de cette étude que la recherche sur les documents de *waqf* des *Haramayn* reste un champ d'investigation historique prometteur pour le renouvellement de nos connaissances sur

(94) D'après une étude sur le *waqf* des femmes, sur 818 biens *waqf* 187 ont appartenu à des femmes de 1548-1840, leur pourcentage est de 22.86%. Ghattas A., op. cit., pp. 101-102.

(95) Saadallah A., op. cit., T. 4, p. 401.

(96) Tableau de la Situation des Etablissements Français en Algérie, op.cit., T. I, années 1830-1837, p. 224.

le rôle et les tâches de la fondation des *Haramayn* particulièrement en ce qui concerne les liens entre l'Algérie ottomane et les lieux saints de l'Islam. Cette fondation était, à la fois, une institution religieuse, une corporation humanitaire, un service socioculturel, une expression spirituelle et un outil diplomatique, à l'époque ottomane. Par son organisation et sa mission, elle avait une place prépondérante et influente dans la société locale algéroise.

L'approfondissement de nos connaissances sur les questions du *waqf* des *Haramayn* nécessite, à l'avenir, d'élargir les horizons et de consentir des efforts collectifs dans un vaste projet de recherche englobant les divers aspects de la vie intérieure de l'Algérie et ses contacts avec les hauts lieux de l'Islam, ce qui permettra d'expliquer l'emprise et l'empreinte de l'esprit de l'Islam sur la société algérienne. Cet Islam qui façonne, comme le dit Pierre Bourdieu, le comportement des Algériens et qui tient en effet à ce qu'il est, dans son esprit, en harmonie avec l'esprit de la civilisation algérienne⁽⁹⁷⁾.

(97) Bourdieu P., *Sociologie de l'Algérie*, Coll. Que sais-je?, n°802, Paris, P.U.F., 1963, p. 68.

